

# Offre de paix de l'Autriche-Hongrie

---

Vienne, 14 septembre.

On publie la note officielle suivante :

L'examen consciencieux de la situation des divers Etats belligérants ne laisse plus subsister le moindre doute sur le fait que tous les peuples, de quelque côté de la barricade qu'ils se battent, aspirent à la fin prochaine de cette guerre meurtrière. Malgré ces aspirations naturelles et compréhensibles, on n'a pas réussi jusqu'ici à créer des conditions préalables qui soient de nature à rapprocher les efforts faits en faveur de la paix et à combler l'abîme qui sépare encore les

belligérants. Il y a lieu, par conséquent, de rechercher des voies et moyens plus aptes à fournir aux facteurs responsables des divers pays l'occasion de soumettre à un nouvel examen les possibilités qui existent actuellement de trouver un terrain d'entente.

La première démarche que, d'accord avec ses alliés, l'Autriche-Hongrie a faite n'a pas eu le succès espéré. Sans doute en faut-il accuser les circonstances du moment où elle fut faite. En vue d'entretenir chez leurs peuples l'ardeur belliqueuse qui avait déjà une forte tendance à se calmer, les gouvernements des pays alliés avaient à ce moment-là jugulé par les mesures les plus sévères toute discussion de l'idée de paix, et il s'est fait ainsi que le terrain n'était pas préparé en vue d'un accord pacifique et qu'une transition naturelle faisait défaut pour passer de la plus sauvage excitation à la guerre à la conciliation. Ce serait toutefois une erreur de croire que notre démarche d'alors en faveur de la paix soit restée tout à fait sans résultat. La preuve qu'elle a porté des fruits réside dans ce phénomène, que l'on aurait tort de négliger, à savoir que depuis lors la question de la paix n'a plus disparu de l'ordre du jour des discussions et que si les longues controverses portées devant le tribunal de l'opinion publique ont démontré qu'une contradiction qui n'est pas minime sépare encore les conceptions des puissances belligérantes à l'égard des conditions de paix, elles ont néanmoins créé une atmosphère qui n'exclut plus la discussion du problème de la paix. A tout le moins, on peut sans optimisme exagéré constater, en s'en tenant aux déclarations des hommes d'Etat responsables, que la volonté d'arriver à un accord et de renoncer à obtenir une décision rien que par la force des armes, commence peu à peu à se faire jour dans les pays de l'Entente, étant exceptés, bien entendu, et ces exceptions ne doivent assurément pas être traitées à la légère, les gens qui sont dans ces pays les excitateurs à la guerre attirés.

Le gouvernement impérial et royal se rend compte que les perturbations profondes que l'action dévastatrice de la guerre mondiale a apportées dans la vie des peuples a ébranlé le monde et qu'il n'est pas possible de le remettre daplomb d'un seul coup. Pénible et lente est la voie qui mène au rétablissement des relations pacifiques entre les peuples qu'ont séparés la haine et la colère, mais nous avons le devoir d'entrer dans cette voie, la voie des négociations. Il y a peut-être encore aujourd'hui en France des dirigeants responsables qui persistent à dire qu'il faut abattre l'ennemi sur le champ de bataille et lui dicter les volontés du vainqueur, mais il est hors de doute que ce but, dans l'hypothèse où il pourrait être atteint, nécessiterait une longue et sanglante continuation de la lutte. Les conséquences funestes qu'une telle politique entraînerait pour tous les Etats et tous les peuples de l'Europe ne pourraient plus être réparées par la victoire qui surviendrait ensuite. Seule la paix capable de concilier équitablement les conceptions aujourd'hui divergentes des adversaires en présence peut constituer la paix durable à laquelle aspirent tous les peuples. Consciente de cette vérité et inébranlablement résolue à travailler dans l'intérêt de la paix, la monarchie austro-hongroise apporte aujourd'hui une proposition nouvelle ayant pour but de rendre possible une discussion directe entre les puissances ennemies qui sont aux prises.

Le sérieux désir de paix qui se fait jour dans les couches les plus profondes de la population de tous les Etats souffrant de la guerre, le rapprochement indéniable qui se constate en ce qui regarde quelques-unes des questions controversées, enfin l'atmosphère de

conciliation générale dans laquelle on évolue maintenant, apparaissent aux yeux du gouvernement impérial et royal comme des facteurs qui permettent de croire qu'une nouvelle démarche entreprise en faveur de la paix, compte étant tenu en outre de l'expérience acquise, a quelque chance d'aboutir.

En conséquence, le gouvernement austro-hongrois a dé idé d'indiquer à tous les belligérants, amis et ennemis, une voie dans laquelle il estime qu'on peut pratiquement s'engager et de leur proposer d'examiner, en échangeant librement leurs vues, le point de savoir s'il ne peut se trouver un terrain d'entente où seraient arrêtées les conditions préalables à la prochaine ouverture de négociations de paix.

Le gouvernement impérial et royal a invité tous les Etats belligérants à participer dans ce but, en territoire neutre, à un échange de vues de caractère confidentiel et ne comportant aucun engagement ; il leur a adressé une note dans ce sens et en a en même temps saisi le Saint-Siège, en insistant sur les intérêts qui sont de nature à la paix souhaitable.

Les gouvernements des Etats neutres ont de même été informés de cette démarche. L'accord absolu et intime qui a jusqu'ici existé entre les Puissances coalisées constitue une garantie que les alliés de l'Autriche-Hongrie, auxquels la proposition a été soumise dans la même forme, partagent entièrement le point de vue développé dans la note.

L'offre de paix faite à la date du 12 décembre 1916 par les Puissances centrales à leurs adversaires, et dont l'esprit de conciliation continue à les animer, a marqué, malgré le refus qui lui a été opposé, une étape importante dans l'histoire de cette guerre. A l'encontre de ce qui avait pu se remarquer au cours des deux premières années et demie de guerre, la question de la paix a formé dès ce moment le point principal des discussions européennes, voire mondiales, et a exercé sur elles une influence de jour en jour grandissante. Les uns après les autres, presque tous les Etats belligérants ont donné leur avis et indiqué les conditions dont ils comptaient faire précéder les négociations de paix. Toutefois, la ligne selon laquelle les discussions se sont poursuivies a paru manquer d'unité et de continuité, les points de vue de base venant à changer constamment sous l'influence de la situation politique et militaire des pays belligérants, et c'est ainsi qu'il n'est sorti de ces discussions, jusqu'à présent du moins, aucun résultat pratique dont on puisse faire état. Cependant, en dépit de toutes les variations qui se sont produites, on peut constater que la distance qui sépare les conceptions respectives des belligérants tend à se raccourcir de plus en plus, que l'on s'éloigne partiellement du moins, malgré l'existence incontestable de contradictions non encore éludées, de nombre de buts de guerre extrêmes et concrets, et qu'une certaine concordance de vues se manifeste au sujet des points fondamentaux qui intéressent la paix mondiale. Enfin, on remarque que, dans les masses profondes des peuples, le désir de la paix va toujours croissant et que la volonté d'y arriver par un compromis se fait jour.

Cette impression s'accroît encore quand on compare l'accueil fait par les hommes d'Etat responsables des pays alliés aux propositions de paix de la Quadruplice, aux déclarations de personnalités politiques responsables, mais dont l'influence n'est certainement pas négligeable. Alors, par exemple, que les réponses des Alliés contenaient des exigences visant au démembrement de l'Autriche-Hongrie, à une diminution et à des transformations profondes de l'Empire

allemand en même temps qu'à l'anéantissement des possessions de la Turquie en Europe, ont put voir que ces exigences, dont l'accomplissement était du reste subordonné à un succès écrasant, vinrent à se modifier et même qu'elles furent abandonnées en partie par des personnalités de l'Entente dont les déclarations officielles ultérieures ne peuvent à cet égard laisser aucun doute.

C'est ainsi qu'il y a un an environ, M. Balfour a déclaré à la Chambre des Communes que l'Autriche-Hongrie devait résoudre de sa propre autorité des problèmes de politique intérieure et que personne, en dehors d'elle-même, n'était fondé à lui imposer une Constitution. C'est ainsi encore que le ministre Lloyd George a déclaré, au début de cette année, que le démembrement de l'Autriche-Hongrie, la main-mise sur les provinces de l'Empire ottoman en Europe et la réforme intérieure de l'Allemagne ne faisaient pas partie des buts de guerre des Alliés.

Tout aussi symptomatique à cet égard est la déclaration faite en décembre 1917 par le ministre Balfour, qui reconnut catégoriquement qu'il n'entraînait pas dans les intentions des hommes politiques anglais de fonder un Etat autonome constitué par les territoires allemands situés sur la rive gauche du Rhin.

Les déclarations des Puissances centrales ne permettent pas de douter qu'elles ne livrent qu'une lutte défensive pour l'intégrité et la sécurité de leur territoire. Un rapprochement des points de vue s'est fait, moins en ce qui concerne les buts de guerre qu'au sujet des directives qui doivent dicter la paix et l'ordre de l'Europe et du monde. Le président Wilson a formulé à ce propos, dans ses discours du 12 février et du 14 juillet derniers, des principes qui n'ont pas rencontré d'objection auprès des Alliés et dont l'application ne rencontrera sans doute aucune objection du côté des Puissances de la Quadruplice, pourvu que cette application soit générale et conciliable avec les intérêts vitaux des Etats intéressés. Il est vrai qu'un accord sur les principes ne suffit pas, mais il s'agit, de plus, de s'entendre sur leur application aux questions concrètes concernant la guerre et la paix.

Pour un observateur non prévenu, il est hors de doute que dans tous les Etats belligérants sans exception, le désir d'une paix de conciliation a fait des progrès énormes et qu'on se rend compte chaque jour davantage que la continuation de la lutte sanglante transformerait l'Europe en un monceau de ruines; elle la réduirait à un épuisement qui paralyserait son développement pour des dizaines d'années sans qu'on pût néanmoins prévoir si la décision par les armes, vainement recherchée pendant quatre années de sacrifices, de souffrances et d'efforts, interviendrait réellement.

Mais par quelle voie et par quels moyens peut-on chercher un accord et le réaliser? Existe-t-il une perspective d'arriver à ce but en menant la discussion sur le problème de la paix de la manière dont elle s'est faite jusqu'ici? Nous n'avons pas le courage de répondre affirmativement à pareille question. Les discussions d'une tribune publique à l'autre telles qu'elles ont eu lieu jusqu'ici entre les hommes d'Etat des différents pays, n'ont été en réalité qu'une série de monologues. Le défaut de cette procédure était que discours et répliques se croisaient sans se rencontrer. Un orateur parlait par-dessus la tête de l'autre. D'autre part, c'était le caractère public de ces discussions et le terrain où elles avaient lieu qui leur enlevait la possibilité d'un aboutissement. Dans toutes les manifestations publiques de ce genre, on se sert de moyens oratoires puissants destinés à opérer à grande distance et à impressionner les

masses. Or, on ne fait qu'accroître par là — sciemment ou inconsciemment — les divergences entre adversaires, on fait naître des malentendus qui ne peuvent être écartés et rendent difficile un simple échange de vues franc et sans contrainte.

Lorsqu'une de ces manifestations d'hommes d'Etat dirigeants vient à se produire et avant même que les porte-parole autorisés du côté adverse aient le temps d'y répondre, elle fait l'objet de discussions passionnées ou exagérées dans les milieux irresponsables; aussi la crainte de voir une tendance défavorable de l'opinion publique compromettre l'intérêt de la direction de la guerre et le souci de ne pas livrer prématurément le fond de leur pensée, décident-ils les hommes d'Etat responsables à avoir le verbe très haut et à s'en tenir strictement à l'énonciation de points de vue extrêmes.

Si l'on veut tenter un sérieux examen de la situation et chercher les bases d'un accord qui soit de nature à écarter la catastrophe que constituerait pour l'Europe une continuation de la guerre qui serait son suicide, il s'impose avant tout de choisir une autre méthode et de rendre possible une discussion verbale directe entre les délégués des gouvernements.

Cette discussion et ces échanges de vue porteraient sur les conceptions contradictoires des Etats belligérants pris isolément, mais aussi sur les principes généraux appelés à servir de base à la paix et aux relations futures entre ces Etats, et sur lesquels il semble qu'on puisse tenter avec quelque chance de succès de se mettre d'accord. Aussitôt atteint un accord sur ces principes fondamentaux, on tenterait, au cours des délibérations, de les appliquer de façon concrète aux questions particulières et d'atteindre ainsi la solution.

Nous voudrions contribuer à ce qu'aucun des belligérants ne soulevât d'opposition contre pareil échange de vues. Les opérations militaires n'en seraient pas interrompues. Les pourparlers seraient arrêtés lorsque les délégués s'accorderaient à estimer qu'ils n'ont pas de chances d'aboutir. Aucun préjudice ne pourrait s'en suivre pour les Etats représentés. Loïn de nuire à la cause de la paix, pareil échange de vues ne pourrait que lui être utile. S'il ne réussissait pas une première fois, il pourrait être renouvelé et peut-être aurait-il à tout le moins déjà contribué à projeter la lumière sur les diverses conceptions. Des montagnes d'anciens malentendus pourraient s'effondrer; de nombreux points de contact nouveaux pourraient s'offrir; le sentiment humain de l'amitié romprait le barrage qui le tient enchaîné et son flot emporterait, sinon les contradictions essentielles, du moins beaucoup de divergences de vues auxquelles on attache encore aujourd'hui une importance exagérée.

Notre conviction est que tous les belligérants doivent à l'humanité de rechercher de commun accord s'il n'existe pas, après une guerre si longue et si pleine de sacrifices, dont le sort n'est pas encore décidé, la possibilité d'un accord qui mette fin à cette horrible lutte. C'est pourquoi le gouvernement impérial et royal propose à tous les Etats belligérants d'envoyer, dans une ville neutre et à une date prochaine qui resterait à fixer, des délégués pour y prendre part, à titre confidentiel et sans engagement, à une discussion des principes fondamentaux aptes à servir de base à la conclusion de la paix. Ces délégués seraient chargés de se communiquer les conceptions de leur gouvernement quant à ses principes, de recevoir toutes communications analogues, de demander et de donner des explications nettes et franches sur tous les points qu'il est encore besoin de préciser.

Le gouvernement impérial et royal a l'honneur de prier le gouvernement de ..., par l'entremise de Votre Excellence, de vouloir bien porter cette communication à la connaissance du gouvernement de ...

---

---



UN SOUVENIR HISTORIQUE

**LES AVIS, PROCLAMATIONS  
& NOUVELLES DE GUERRE**

**ALLEMANDS**

publiés en Belgique pendant l'occupation

Du 15 Août au 18 Septembre 1918

*y compris les Arrêtés qui n'ont pas été affichés  
ainsi que les Documents Historiques concernant la Paix*

Édition honorée de la Souscription officielle  
de la plupart des Administrations Communales de Belgique.

**34<sup>e</sup> VOLUME**



**34<sup>e</sup> VOLUME**

**Prix : Fr. 1.50**

LES ÉDITIONS BRIAN HILL

Rue de l'Arbre-Bénit, 106 b, IXLLES-BRUXELLES